



CONTRE LE CAPITALISME **qui massacre à Gaza et exploite en France**

Cette semaine, travailleurs et travailleuses vont défiler pour mettre en avant leurs revendications contre l'exploitation capitaliste et tout ce qu'elle engendre. Il faut dire que, cette année encore, le capitalisme montre qu'il ne porte en lui que catastrophes et misère pour la majorité de la population : entre les guerres et les massacres aux quatre coins du monde, les catastrophes écologiques, les oppressions racistes, sexistes... Oui, il est urgent d'en finir avec ce système !

Pas un jour sans une nouvelle attaque...

En France, le gouvernement aux ordres des capitalistes annonce une nouvelle attaque presque chaque jour. Après les 20 milliards d'euros de coupes budgétaires dans les services publics, qui pèseront avant tout sur les plus pauvres, après une nouvelle réforme de l'assurance chômage pour réduire encore la durée d'indemnisation des travailleurs privés d'emploi, après le « choc des savoirs » pour l'instauration de « groupes de niveau », c'est-à-dire un tri social des élèves dès le collège, c'est maintenant au tour des locataires de HLM. Selon le gouvernement, 8 % des foyers résidant en HLM seraient « trop riches » ! Tiens donc ! Et il n'est pas trop riche, Carlos Tavares, qui gagne 100 000 euros par jour, PDG de Stellantis, entreprise qui réalise 18 milliards de bénéfices ? Et tous les capitalistes et autres rentiers de ce pays ?

Les travailleurs et la jeunesse ne restent pas sans réagir !

Heureusement, les luttes aussi se multiplient. Dans l'éducation, profs et parents continuent de se mobiliser contre le tri social, avec des grèves, « établissements déserts », occupations d'école... La semaine dernière, les salariés de Keolis Argenteuil-Boucles de Seine ont débrayé pour réclamer 4 % d'augmentation de salaire. Et pendant que les annonces de licenciements se multiplient dans la chimie (à ExxonMobil ou à Sanofi), dans l'automobile, ce sont les ouvriers de MA France

Aulnay, sous-traitant de Stellantis, qui font grève contre la menace de fermeture de leur usine et mettent trois usines Stellantis à l'arrêt.

Dans les universités, la jeunesse se mobilise contre le soutien de Macron et de son gouvernement à l'État d'Israël qui massacre les Palestiniens. Le 24 avril, les étudiants de Science-Po à Paris ont décidé d'occuper les locaux universitaires pour réclamer un cessez-le-feu immédiat à Gaza, comme le font actuellement des milliers d'étudiants et d'étudiantes aux États-Unis : ils ont raison ! Car le massacre de Gaza est une guerre sociale : si toutes les grandes puissances soutiennent Netanyahu, c'est pour que l'ordre règne contre les pauvres, elles qui sous-traitent à des dictateurs la rafle et l'emprisonnement des migrants.

Face à la répression d'État : intensifier la mobilisation !

Et c'est bien pour cela que l'exécutif s'inquiète et qu'Attal et consorts sortent l'arsenal répressif. Après la condamnation à un an de prison avec sursis du secrétaire général de la CGT du Nord pour « apologie du terrorisme », parce qu'il a osé soutenir la lutte du peuple palestinien, c'est Mathilde Panot, présidente du groupe LFI à l'Assemblée nationale et Rima Hassan, candidate aux Européennes, qui sont convoquées au commissariat.

Le gouvernement s'inquiète que ces mobilisations fassent tache d'huile et convergent. Le meilleur moyen de lutter contre la répression, c'est de changer, par nos mobilisations et nos luttes, le rapport de force contre les capitalistes et les gouvernements à leurs ordres.

Car nos intérêts sont communs dans le monde, des Palestiniens aux travailleurs français, nos luttes aussi : c'est aussi ça le sens du 1er mai ! Et tous les travailleurs et travailleuses pourront le dire haut et fort en votant pour la liste présentée par le NPA-Révolutionnaires aux Européennes, emmenée par Selma Labib et Gaël Quirante !

Silence on tourne !

Sur le site de Bonvin, nous avons eu l'honneur d'avoir le tournage du « P'tit Bleu ». Il fallait faire place et ne pas déranger les équipes. Mais qu'ils nous laissent bosser ! Surtout si c'est pour produire la propagande indigeste de la boîte.

Bloqués

En deux semaines, plusieurs collègues se sont retrouvés, par deux fois, bloqués pendant plus d'une heure dans un monte-charge. Vendredi, quatre monte-charges étaient inutilisables, et pareil à Pasteur mercredi. Et quand le CHST a déposé un Danger Grave et Imminent pour que les directions des sites prennent des mesures, la réponse a été d'interdire l'accès des collègues aux monte-charges. Ridicule.

La Poste doit mettre les moyens pour que ces monte-charges fonctionnent et que les collègues des trois arrondissements puissent les utiliser. On attend encore...

Faut pas pousser

Il a été décidé de mutualiser les véhicules avec hayon de Pasteur. Nos supérieurs nous avaient dit que cela serait fait sans modifier les conditions de travail des agents concernés. Et ça n'a pas loupé, deux jours avant la mise en place, ils ont demandé à ces agents d'aller chercher et de rendre ces véhicules à Bonvin. Heureusement les collègues ont dit non.

À Paris 15 et 6/7, on refuse que la mise en place de ces mutualisations se fasse au prix d'une détérioration des conditions de travail.

Ce n'est pas à la direction de choisir

Au centre financier, il reste une quinzaine de personnes à reclasser avant la fermeture du service des Opérations Juridiques. On se retrouve avec moins de postes proposés dans certains services preneurs que de candidatures.

En plus de ça, alors qu'ils avaient conservé leurs horaires jusqu'à la fermeture, les collègues des Opérations Juridiques vont devoir se conformer aux horaires de leur nouveau service.

C'est la direction qui déplace les services d'un centre à un autre, alors les collègues devraient au moins avoir le choix de leur affectation.

Pas d'économie sur notre dos !

Des collègues se voient refuser le renouvellement de leur temps partiel. La Banque Postale aurait fait de mauvaises affaires, en conséquence elle a décidé d'un « plan stratégique d'économie ». Autrement dit, le gel complet des recrutements.

Certains ont besoin d'aménagement de l'organisation du temps de travail. Cela doit être possible, en remplaçant les départs. En tout cas, nous n'avons pas à faire les frais de la mauvaise gestion de la direction.

Tour de passe-passe

Soi-disant pour répondre à l'absence de services de proximité dans les territoires ruraux où les bureaux ont fermés, La Poste a décidé de lancer une « expérimentation ». Celle d'un camion-guichet, qui s'arrête à la demi-journée dans un village, puis remballé pour en faire un autre... Pire qu'une mixte !

Ce genre de plaisanterie ne remplacera pas les emplois supprimés ni les services manquants.

Monoprix : grèves et manifestations

Les salariés d'une quarantaine de Monoprix se sont mobilisés à l'appel de la CGT pour réclamer une prime de participation, qui leur a été refusée pour la première fois cette année, ainsi qu'une hausse des salaires. Cette gratification versée annuellement, et qui correspond en moyenne à un mois de salaire, est toujours très attendue des employés de la chaîne, payés pour la plupart au Smic. La CGT réclame un salaire minimum brut d'au moins 2 000 euros, ce dont ne veut pas entendre parler la direction qui a proposé des augmentations de salaire de l'ordre de 1,9 % à 2,2 %.

Comme le remarque Alain Sylvère Tsamas, délégué syndical CGT, avec ces salaires « nous n'avons même pas les moyens de faire les courses dans notre enseigne ». De plus, Jeux olympiques et paralympiques obligent, la direction interdit de poser des congés sur cette période. Enfin, le groupe, qui a déjà réduit ses effectifs de 20 % à 30 % depuis le Covid, annonce une nouvelle réduction de plusieurs milliers de postes dans les mois qui viennent. De quoi avoir la rage...

France Travail : violence (sociale) en hausse

Dans un document interne de France Travail (ex-Pôle emploi) révélé par le site Politis et FranceInfo, 15 906 signalements d'agressions ont été notifiés en 2023 par les salariés à travers les 900 agences du pays. Ce chiffre comprend les agressions comportementales, physiques, verbales, « incivilités », mais aussi les « expressions d'intention suicidaire » des usagers. C'est 12 % de plus qu'en 2022.

Depuis l'assassinat d'une conseillère à Valence en 2021, la direction encourage les agents à signaler tout incident. Pour Laurent Mérique, représentant syndical, c'est une des raisons qui expliquent la hausse, mais pas la seule : « Les tensions qui existent notamment par rapport au marché du travail, à la pression qui est mise sur les demandeurs d'emploi qui ne seraient pas suffisamment actifs dans leurs recherches et puis les inquiétudes aussi par rapport aux réformes de l'assurance chômage, passées et annoncées, font qu'effectivement les conditions d'accueil de nos usagers les amènent à être plus agressifs verbalement et physiquement. »

En un mot, l'agressivité s'accroît avec la détérioration de la situation des demandeurs d'emploi voulue par le gouvernement, seul responsable de cette situation.